

« Les attentats sont les infortunes des rois, comme les chutes des ponts celles des maçons. Si nous devons pleurer, pleurons pour les maçons. »

Benito Mussolini.

Ne pleurons donc pas sur Umberto...

Bourreaux de police...

Des journaux rient au scandale. Le tailleur Almazian, inculpé pour l'affaire Rigaudin, a été retenu 48 heures durant dans une chambre de la P. J., à l'effet d'être interrogé. Nous avons dit, ici-même la semaine dernière, comment Benoit et Nicolle procédaient à un interrogatoire. Almazian fut mis à la question. En dépit des tortures raffinées qu'on lui fit subir, il ne cessa d'affirmer son innocence.

Ces jours derniers, Almazian a porté plainte devant le juge d'instruction Matifas contre X, pour violences et voies de faits, commis sur sa personne dans les locaux de la police judiciaire. Benoit et Nicolle, il va sans dire, tempèrent, hurlent, protestent. Ils envoient des communiqués à la presse, font pression sur les journalistes qui dénoncent leurs forfaits. (Paul Lenglès, Le Soir.) On s'explique leur émoi. Ces messieurs ont grand peur de la disgrâce. D'ailleurs les bourgeois ne leur marchandent pas leurs griefs. Ou va-t-on ? Les assassins courent les rues. Femmes coupées en morceaux. Malle sanglante. Et toujours les honnêtes gens s'alarment, ils écrivent à leurs journaux, et ceux-ci, quoique ça leur déplaît pas, se font l'écho de leurs crieries.

Benoit et Nicolle sont dans de beaux draps. L'opinion publique croit la preuve de leur incapacité suffisamment faite. Sans doute, ils s'autoutent.

Avec l'arrestation d'Almazian, ils se croyaient sauvés, sinon tranquilles. On allait enfin leur foutre la paix, les reporters se préparaient à tromper les leurs mérites, après avoir tonifié à leurs dépens.

Benoit et Nicolle voulaient sortir de l'impasse où ils étaient. Ils leur fallait un coupable. A n'importe quel prix. Almazian s'en est aperçu.

Almazian a été un bon émissaire, en le soupçonnant Benoit et Nicolle ont cru se maintenir en grâce auprès du public et de la presse. Enfin, pensaient-ils, avec un responsable sous les verrous, nous allons respirer.

Or il n'en a pas été ainsi. Malgré le surcroît de « magnardises » qu'on a dû lui prodigier — et cela se conçoit aisément, vu la « psychologie » où étaient ces messieurs, Almazian a nié, avec la dernière énergie.

Il est à présumer cependant qu'on lui a donné ration double. Supplées de choix et tourments variés, les bourreaux en chambre pendant 48 heures n'ont dû guère chômer.

Les douleurs indicibles qui le poignaient n'ont rien été, l'énergie d'Almazian.

Avez-vous regardé la photographie d'Almazian lors de sa convocation à la Police judiciaire. Vous avez-elle comparé celle qui lui est présentée, à sa sortie de la chambre où il subit la question ?

« La question », l'avez-vous vue chez le juge d'instruction Matifas ?

Vous avez-elle remarqué l'homme rompu par les coups, anéanti par la privation de sommeil, hébété par l'enervement d'un questionnaire de quarante-huit heures ?

Ah ! on n'a rien épargné pour le convaincre de la nécessité qu'il y avait à ce qu'il s'accuse, pour sauver le renom de M. Benoit, qui commence à perdre son lustre.

Détecté, la feuille infâme, le papier officiel des sentines policières, surabondant d'informations de première main sur cette affaire. On voit qu'elle s'approvisionne aux « bonnes sources ».

Les cruautés physiques s'avèrent inopérantes. Benoit, qui est un homme avisé, crut atteindre Almazian en lui montrant la preuve certaine de son infortune conjugale, infortune qu'il soupçonnait depuis longtemps. Il ne broncha pas. Alors ces messieurs redoublèrent de fureur, le supplice continua. Les journaux nous ont donné des précisions notables. Benoit, retour du spectacle, traînait en smoking dans la chambre des tortures.

« Si seulement, pensait-il, en faisant griller les pieds du patient, je pouvais éviter qu'on me fende l'oreille... »

Les journaux s'émouvent. Leur émoi vient un peu tard. Il faut un scandale un peu trop public pour qu'ils s'aperçoivent que les assassins de la police ne le cèdent en rien aux dominicains de l'Inquisition.

Mais, voyons, braves gens du Quotidien, de la Volonté, de l'Œuvre, ce n'est pas d'aujourd'hui que l'on torture dans les pince de la Police judiciaire.

Ces mignons procédés que vous indignent tant, qui vous font flamber de vertueuse colère, vous les ignorez donc ?

Et cette bonne âme de Matifas, qui sent tellement bien que la police a forcé la dose, qu'il se fait tirer l'oreille pour poursuivre l'affaire, Benoit et Nicolle, perdus, il ne tient pas à partager leur sort. Il hésite, non qu'il se soucie de l'innocence d'Almazian ; mais, le scandale ayant pris une telle proportion, il craint de se compromettre. Aussi, il n'apporte nulle certitude contre Almazian. Il attend, et les journaux insistent qu'il ne serait pas impossible qu'il relâché le tailleur bulgare.

Jusqu'à ce que le docteur Paul, qui est pourtant la plus immonde troupille que recèle la Caverne judiciaire, Pas d'exemple, que cet ignoble carabin ait jamais fait une déposition favorable à un prévenu. C'est le type même de valet de la magistrature. Toutes les dépositions qu'il fait dans les procès confirment, comme par hasard, la thèse de l'avocat général. C'est l'homme de toutes les complaisances. Avec lui, la police a toujours raison.

Eh bien, ce bonhomme sadique, qui ne semble jamais tant content que lorsque son expertise aide à la condamnation d'un pauvre diable, a reculé lui-même devant un diagnostic innocentant les tortionnaires de la P. J. Sentant que Nicole et Benoit brûlaient leurs vaisseaux, il les a froidement laissés tomber.

L'affaire était trop grosse, il n'a pu prendre sur lui de l'étouffer. Voici les résultats de l'examen qu'il a fait d'Almazian. Il a relevé :

1° Sur le bras droit, des traces d'échymoses qui semblent provoquées par une préhension ;

2° Sur la poitrine, à droite et à gauche, sur

les seins, deux échymoses provenant sans doute de coups de poing ;

3° Dans le dos, à l'omoplate, une autre échymose provoquée par un recul violent contre un obstacle dur ;

4° Aux deux poignets, des traces de poignées de main.

Le médecin légiste se réserve d'ailleurs de procéder à un nouvel examen d'Almazian après lui avoir fait prendre un bain.

Le Quotidien écrit :

Si, pour masquer l'impuissance d'incapables, il suffit d'avoir recours aux moyens de force, autant admettre que la « Question » est toujours en usage.

La Question est-elle toujours en usage ? C'est à Rebuffé, à Nouric, à Smadja qu'il eût fallu demander cela. Peut-être aussi à Collange et à tant d'autres dont nous ignorons les noms, leurs affaires n'ayant été que médiocrement retentissantes.

Et puis, pourquoi laisser paraître un tel étonnement devant des faits qui sont connus de tout le monde à Paris.

Nous posons en principe que pas un avocat, pas un magistrat, pas un policier ignorent cet état de choses. Que les magistrats taisent les méfaits des policiers, on le comprend. Il y a la solidarité des livres. Mais enfin, parmi les avocats, il doit bien s'en trouver qui ont sur la face dont on opère à la P. J., des précisions intéressantes. Ils demeurent muets. Pourquoi ? Ces messieurs de la police et de la magistrature sont si amables, si gracieux... Ils ont des moyens si irrésistibles pour se concilier votre silence, sinon votre estime.

Et Guichard, ce grand dadais doublé de la plus sombre brute qui soit, ne déclarait-il pas certain jour aux Assises : « Messieurs, il faut en finir avec la légende du passage à tabac. »

Et les gobe-mouches en cotillon noir qui sont au banc de la défense, en de telles occasions, acceptent cela, sans un murmure, si timide soit-il.

Entre autres rigueurs auxquelles l'on a astreint Almazian, on lui a fait, après le classique coup des « poucettes » — tous les chouchous affectionnés de cette meute délicate, on la pratique couramment à Biribi et dans tous les établissements pénitentiaires français — on lui a grillé les pieds, on dit certains journaux.

Il y a beaucoup de vraisemblance pour que Benoit, et ses acolytes ne se soient pas arrêtés à ce préambule.

Le menu de la P. J. comporte d'autres gracieusetés. On ne se contente pas des procédés canaques, après le rôtiement des oreilles, on passe à des exercices tout aussi plaisants.

Parlerons-nous de l'inévitable torsion du scrotum, de la fixation des poids au sexe. Almazian ne se plaint-il pas d'avoir reçu des coups dans l'abdomen ?

Disons-nous l'agrément de la pendaison ? Voici très succinctement la manière dont on procède. Afin de contraindre le prévenu récalcitrant à des aveux, on le fixe à une poutre, les pieds en haut et la tête en bas plongée dans un seau d'eau. L'homme là meurt par congestion et par asphyxie. On ne faisait pas si bien à la Tour de Nuremberg, aux alentours de l'an 1500.

Parfois, il leur arrive d'arracher quelques ongles à un prévenu. Toujours est-il que nous avons connu dix, vingt, trente personnes qui avaient pu apprécier les charmes de la pendaison et des autres bagatelles que les tortionnaires de la police judiciaire dispensent si généreusement.

Il va sans dire que la Science a permis certains progrès dans l'art de supplicier. Ainsi, l'on met sur la tête de certains une espèce de cloche pneumatique qui enserré le crâne comme une étau. Puis l'on serre, l'artère temporale est prise, évidemment dans ce casque. On croirait que votre tête va éclater, nous confie un individu qui y a goûté.

Nous pourrions encore rappeler quelques façons tout aussi délicates de « questionner » les prévenus. Ajoutez à tout cela la privation de sommeil, le manque de nourriture, la débilité nerveuse consécutive aux interrogatoires qui se poursuivent sans arrêt, le harcèlement des tortionnaires et vous aurez l'explication de cet euphémisme judiciaire : entrer dans la voie des aveux.

Le juge d'instruction Matifas a ordonné une enquête sur les sévices dont a été victime Almazian. A qui a-t-il confié le soin de cette enquête ? A MM. Benoit et Nicolle. Comme vous le voyez, elle présente indubitablement toutes garanties. On peut être sûr qu'elle sera menée rondement.

Le résultat, nous l'indiquons tout de suite. Almazian est un menteur. On l'a traité avec la plus exquise urbanité et... Une contre-expertise prouvera qu'il n'a jamais été aussi bien portant. Les journaux, gavés de fonds secrets, resteront cois. Et puis, de nouveaux Almazian iront à leur tour gémir dans les chambres de torture du Quai des Orfèvres.

Toutes ces histoires sont une aubaine pour les reporters qui travaillent dans le genre sensationnel. Ils ne s'en privent pas : Torquemada, l'Inquisition, bâchers, etc. Toutes les rengaines défilent. Cela ne tire pas à conséquence. Ceux qui ne veulent pas une réforme profonde de l'ordre social ne peuvent désirer sincèrement la cessation d'un état de choses qui, dans l'ensemble, les sert si bien.

Une chose étonne, attriste même : comment se fait-il que, parmi tous ceux qui ont été assassinés, martyrisés, estropiés pour leur vie dans les locaux de la police judiciaire, il ne s'en soit pas trouvé un qui eût au cœur suffisamment de rage et dans la tête un désir assez vif de vengeance pour aller dans les corridors où ils rôdent, abattre quelques-uns de ses bourreaux ?

RANDAL.

LA CRISE MINISTÉRIELLE

L'INCOHÉRENCE PARLEMENTAIRE

Congrès Radical -- Appétits socialistes -- Désillusions

Cette semaine a été fertile en incidents politiques. La chute du cabinet Briand ayant déchaîné les habituelles compétitions ministérielles.

Le Congrès Radical de Reims a été appelé à trancher la question, Concentration Républicaine ou Union des Gauches. Il s'est prononcé pour cette dernière formation, à la suite du discours de Camille Chautemps.

Doumergue obéissant aux règles du « jeu parlementaire » comme dit ironiquement Aristide Briand, appelé Daladier pour former le cabinet.

Celui-ci sachant quels étaient les appétits de certains leaders du groupe socialiste parlementaire, de faire appel au S.F.I.O. pour constituer son ministère. Un instant même Paul Boncour fut donné comme président du Conseil possible. Blum déclara un moment à la presse que ses amis étaient prêts à assumer les charges du pouvoir bourgeois. Néanmoins des dissensions se faisant jour au groupe socialiste (85 députés étant partisans de la participation), le Conseil National fut convoqué.

Et les manœuvres commencèrent. Les opinions dissemblaient. Certains acceptaient le pouvoir, à condition que « les leviers de commande » soient entre leurs mains. Les autres l'acceptaient même si c'était à la remorque des radicaux.

Paul Boncour, Renaudel, donnèrent à fond pour la participation, et faillirent bien l'emporter. Petit à petit ils ont usé leurs adversaires, ils ont grignolé les troupes guesdistes.

Un instant l'on put croire que les socialistes allaient faire cette fameuse conquête « des pouvoirs publics », dont ils nous parlent depuis un demi-siècle. Il s'en est fallu de peu. Ce sera pour la prochaine fois. Paul Boncour ne sera pas ministre, ni Renaudel, ni Vincent Auriol.

Pour nous la lutte continue. Arrachons les voiles et débarrassons les trucs. Dénonçons la comédie des pantins du parlement, actionnés par les hommes d'argent, qui sont dans la coulisse.

LE LIBERTAIRE.

TORTIONNAIRES FASCISTES

Comment on fait « parler » en Yougoslavie

L'attentat de Bruxelles

beaucoup de ses compatriotes, le désir latent qu'ils ont, de prochaines représailles.

Dans cette journée de fête qui réunissait toute la bourgeoisie belge à la haute colonie italienne de Bruxelles, il est apparu comme le représentant de toutes les victimes du fascisme. Ses coups de feu ont été un intermède que l'on n'attendait pas.

Parmi la populace, jalouse de montrer sa servilité, son respect des grands de ce monde, on ne se doutait guère que quelqu'un était là aux aguets, songeant à Della Maggiora, à Spartaco Stagnetti, à Gastone Sozzi...

L'attentat a donné lieu à bien des commentaires.

Les feuilles de police nous infligent l'habituel roman, tribunal secret, hommes à cagoules, vengeance désignée, etc...

La presse ignoble, dès le premier jour a été unanime : Di Rosa a eu des complices. Qu'on les recherche.

Le geste de Di Rosa a été diversement apprécié par les représentants des partis de gauche. Le Peuple de Belgique a été particulièrement ignoble. Pourtant Di Rosa est adhérent à la II^e Internationale. Tout comme Vandervelde ou Albert Thomas qui salue si bien la romaine.

Singulière Internationale que celle qui réunit des valets de la bourgeoisie comme les Thomas et les Zorgebel et des hommes de cœur comme Di Rosa.

Lire la suite en 3^e page

...et de prisons

Les traitements odieux, les tortures indicibles ne sont pas le privilège des sadiques bourreaux de la Police judiciaire. Dans tous les établissements pénitentiaires de France et de Navarre, on assassine les détenus, peut-être plus lentement, mais tout aussi sûrement que dans les chambres de la Police judiciaire.

Combien de pauvres diables meurent chaque année sous les coups des chouchous des maisons centrales ? Combien deviennent fous ? Combien demeurent estropiés pour leur existence, des brutalités subies ?

Tous les bagnes, toutes les maisons de force, qui plus que nous a dénoncé les infamies qui s'y commettent quotidiennement ?

La semaine passée, nous disions le calvaire de notre camarade Jimenez, amputé des deux jambes par la bête criminelle du morticole Jacquemard.

L'année dernière, ici même, nous avons encore dit toute l'ignominie lugubre de Biribi. N'étaient les faits de ces jours derniers, des maillards nous taxeraient d'exagération, de pathos.

D'autres hauseraient les épaules. Outrages démocratiques, diraient-ils.

Eh bien ! nous allons le dire, nous allons le montrer à tous, ce que la société, la bonne, la très humaine société fait des individus qu'elle jette dans ses chaudières, sous couleur de les amener, de les remettre dans le droit chemin !

Nous allons voir par quelles gentillesse elle entend restituer la notion du bien et du mal aux intelligences dévoyées.

Il faut qu'une fois de plus, la prison hideuse apparaisse dans son jour sinistre.

Pas de vaines déclamations, d'invectives à bon marché.

Nous citons des noms, des faits. Rien dont nous ne puissions faire la preuve.

Ci-dessous vous lirez la lettre que nous a adressée un homme récemment libéré de la prison de Clairvaux. Son nom, nous le taisons, et l'on comprendra pourquoi. De même que nous n'indiquerons que par leurs initiales les noms des détenus qui, étant encore à Clairvaux, pourraient pâtir des révélations que nous faisons ici.

Cette lettre, peut-être la trouverez-vous banale. Elle ne renferme rien que nous n'ayons ressasé maintes et maintes fois.

Seules, quelques précisions accablantes lui donnent toute sa valeur.

Par sa publication sera-t-elle grosse de conséquences ?

Ce n'est pas nous qui nous flattons de mettre en branle l'appareil administratif. Nous n'avons qu'assez peu d'illusions sur l'efficacité des réclamations légales.

Par ailleurs, les benoîtes gens de la Ligue des Droits de l'Homme daigneront-ils s'enquérir des faits que nous portons à la connaissance du public. S'émouvent-ils ? On le souhaiterait.

Voici la lettre de notre correspondant :

Monsieur,

Venant de terminer une peine de quatre ans d'emprisonnement à la Maison Centrale de Clairvaux, et pendant mon séjour dans ce lieu, ayant vu beaucoup d'actes arbitraires et d'abus de pouvoir, je vous demande de faire votre possible dans votre journal, afin de faire connaître au public comment sont traités les prisonniers.

Personnellement, je suis allé au quartier disciplinaire une vingtaine de fois ; à chaque punition, j'ai vu frapper des détenus, ou bien j'entendais crier : « Au secours, pitié, monsieur le surveillant », cris de douleur et supplications poussés par les détenus que l'on frappait.

J'ai été frappé trois fois au cours de ma peine. La première fois, par le surveillant Bouet, j'étais à la salle de discipline, la marche forcée me donnant des douleurs à une jambe, où j'ai des varices. Je tombe, ce surveillant me fait porter dans une cellule, et là, me bourre de coups de poing et de pied, profitant de ce que j'étais couché sur la dalle.

Une seconde fois, le surveillant aidant Barthélémy me roua de coups, sous un prétexte futile. La troisième fois, par le surveillant Boyer, voici pourquoi : je m'étais fait couper les cheveux, afin de les conserver assez longs pour ma libération, ce surveillant m'a demandé par quel ce travail avait été fait. N'ayant naturellement pas voulu le lui dire, il a prétexté une réponse arrogante et m'a fait mettre au cachot de prévention, et là m'a frappé sans ménagement.

Indépendamment de moi, voici plusieurs cas d'injustice et de barbarie. Au début de l'année 1928, il est mort un détenu nommé PROT, à la suite des mauvais traitements. Les coups, les privations, le régime de la camisole de force ont tué cet homme.

Quelques jours avant sa mort, j'ai vu le surveillant Bonnel le frapper à coups de pied dans les reins, dans le ventre, sous prétexte que ce détenu avait la manie de ramasser ses morceaux de papier et de les mettre dans ses poches !

Le même surveillant, et au même détenu, en pleine cour et en plein hiver devant cent cinquante détenus, le déshabillait jusqu'à la ceinture et le mettait de force sous le robinet d'eau glacée. Ce pauvre malheureux avait beau se débattre, le surveillant s'acharnait sur lui, et c'était pour lui un amusement que de tyranniser le pauvre garçon, et c'était un spectacle de choix et très gai pour les autres agents de l'Administration.

Un autre détenu, à peu près à la même époque, Simon, est mort également à moitié nu à la suite des mauvais traitements subis.

Les détenus B... et G..., ont eu chacun 60 jours de prison, alors qu'ils n'avaient absolument rien fait. Le surveillant Tiemel, homme abruti par la boisson avait ordonné la reprise de la marche, dans la cour, G... et D..., qui étaient en tête de file n'avaient pas entendu l'ordre donné et ne s'étaient pas remis en marche. Le surveillant aussitôt les a emmenés en prévention et sur son rapport les a déclarés coupables d'un refus d'obéissance déguisé. Le directeur a cru à une manifestation et les a punis comme je vous l'ai dit plus haut.

Le 25 décembre dernier, deux prisonniers militaires S... et B..., ont été condamnés à 90

jours de cachot chacun. Motif : les deux détenus ayant demandé au surveillant Vallet l'autorisation d'aller aux toilettes le surveillant leur refuse, et sur une nouvelle demande de leur part les emmène en prévention, prétextant des coups de couteau. Cela est absolument faux. La vérité est qu'en prévention le surveillant Vallet les a frappés et les deux détenus s'étaient défendus, il a prétendu qu'ils étaient chose absolument fausse. De plus le brigadier Barbieri et le surveillant chef, ce dernier surtout les ont frappés à coups de crosse dans la figure, alors qu'ils avaient la camisole de force. Ce même jour de Noël 1928, étant au quartier disciplinaire et étant malade j'avais été mis en cellule à côté d'un marin nommé D... qui était malade également. Comme il se plaignait de maux de reins et aussi de la poitrine le surveillant téléphonique brigadier Barbieri, celui-ci est arrivé aussitôt, et entre dans la cellule et à grands coups de galoches serrées a meurtri Dubois sur toutes les parties du corps. J'ai entendu le brigadier dire : voilà les remèdes qu'il te faut.

Un autre cas : environ à la fin de l'année 1926 j'ai vu le surveillant chef frapper un nommé D... qui disait être ivre et aurait crié « Vive la Révolution ». En admettant que cela soit vrai il est certain qu'il n'avait menacé personne, donc un surveillant chef n'a pas le droit de frapper un détenu dans des conditions semblables. Ces agents ayant l'exemple du chef et sans doute des instructions secrètes tolérant la bastonnade, ne se soucient pas du règlement, qui est formel à ce sujet. Voici un autre cas : les détenus B... et X... travaillaient sur la cour, étant inoccupés, emmenés en prévention, le surveillant Labbé qui se trouvait de garde au cachot les a frappés d'une façon inouïe. Ceci se passait il y a un mois environ et il y avait eu tant de sévices que le docteur lui-même les a reconnus et à même trouvé que pour une fois il y avait eu exagération. Les détenus poussés par leurs camarades et ayant le docteur pour eux (chose rare) avaient l'intention de porter plainte. Le chef apprenant cela, les a mis à l'isolement, tentant de les intimider, leur disant que s'ils ne portaient pas plainte ils auraient une bonne peine, alors que s'ils faisaient le contraire ils seraient punis pour la moindre des choses. Et pour avoir une garantie le chef leur a fait signer un papier attestant qu'ils n'avaient pas été frappés. Chose qui prouve le contraire, car un homme qui ne subit pas de mauvais traitements ne signe jamais de papiers semblables. J'ai essayé d'interroger chacun de ces détenus, mais ayant peur et ne me connaissant pas ils m'ont répondu chacun d'un air inquiet : Non, non, l'on ne m'a pas touché.

Je pourrais vous citer beaucoup d'autres cas mais je prends au hasard et comme ce serait répéter à peu près la même chose je passe à un autre sujet.

Le docteur Breton, qui se trouve à Clairvaux, est un homme qui s'occupe moins des maladies que de la conduite du malade. Dernièrement je suis allé à la visite et comme le travail pressait, cela ne faisait pas l'affaire de l'administration. Un mot a été dit devant moi au docteur par le surveillant Gaultier, qui venait d'être averti par le chef de mon absence à l'atelier. Donc pendant que je passais la visite : le surveillant a dit textuellement au docteur : C'est un de ceux qui entraînent la fabrication des chaussures, en venant constamment à la visite médicale. Sans même m'ausculter le médecin a déclaré : « Non reconnu » et j'ai été puni. Je me plaignais de maux aux oreilles étant donné que j'ai les deux tympans perforés, chose incurable et qui nécessite des soins continus.

Une autre fois, à la salle de discipline je vais voir le médecin lui disant, la marche forcée me fatigue, ou que j'ai des varices, voulez-vous me donner une bande et un peu de repos. Il m'a répondu non, et non reconnu, j'ai vu ma peine s'augmenter, pour ne pas changer.

Tous ces cas personnels se répètent à l'encontre de beaucoup d'autres détenus. L'injustice est la règle générale.

Je pourrais vous donner de plus amples détails de vice vice, espérant aller à Paris un de ces jours.

Agée, etc...

N.

Cette lettre avec ses noms, ses dates est terriblement éloquent. De longs commentaires n'ajouteraient rien à sa valeur.

Le bilan qu'elle établit est d'une dérisoire macabre. Vous avez vu de quelle manière on travaille au « relèvement moral » des délinquants, vous avez vu comment on enseigne les vertus civiques aux pauvres gens, qui souffrent les pires tourments dans les prisons-modèles de la République.

Notre correspondant a bien précisé : il ne nous a donné qu'un petit raccourci de la question, il pourrait, si besoin en était, nous fournir d'abondants détails sur la grandeur d'âme des membres de l'Administration pénitentiaire...

On assassine quotidiennement dans les prisons et les bagnes. Il faut qu'on le sache.

A toute occasion, nous dirons avec force ce qui se passe dans les gehennas des pays civilisés.

FÉDÉRATION PARISIENNE

Samedi 9 novembre, à 20 h. 30, Maison des Syndicats, 163, boulevard de l'Hôpital (métro : Italie).

Assemblée des militants DE LA RÉGION PARISIENNE

Ordre du jour :

Compte rendu moral et financier ; Propagande à envisager pour cet hiver. Les anarchistes et les syndicats ; Questions diverses.

Lire en 2^e page : LE JARDIN D'AUTRUI

